

« TENDANCES DE L'ORIENT »

La Syrie n'est pas seule sur le champ de bataille

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 16 SEPTEMBRE 2013

ENGLISH

**La flotte russe en Méditerranée**

La Syrie n'est pas seule sur le champ de bataille

Par Ghaleb Kandil

Après l'abandon par les États-Unis de leur projet d'agression militaire contre la Syrie, de nombreuses interrogations ont été soulevées au sujet de l'initiative russe. Washington a tenté de mettre en avant uniquement l'un de ses aspects, celui qui concerne l'adhésion de la Syrie à la convention contre la prolifération des armes chimiques et son accord pour placer son arsenal sous contrôle international. Mais les déclarations des présidents Vladimir Poutine et Bachar al-Assad ont assuré que le plan russe comporte un calendrier d'engagements réciproques, syriens et états-uniens.

Vladimir Poutine a en effet clairement déclaré que l'adhésion de la

Syrie à la convention sur les armes chimiques exige des États-Unis, en contrepartie, trois mesures : l'annonce claire, nette et précise, par Washington, de l'abandon de son projet d'agression contre la Syrie ; le retrait de sa flotte et des moyens militaires qu'il a massés pour mener cette opération ; enfin, prendre des mesures immédiates pour cesser le soutien aux groupes terroristes, ce qui requiert un engagement US clair de contraindre les pays qui arment et financent les extrémistes et envoient des terroristes en Syrie, à mettre un terme à leurs agissements. C'est ce qui explique la petite phrase du ministre russe des Affaires étrangères, Serguei Lavrov, lors de ses entretiens avec son homologue US, sur « *le lien organique entre l'initiative russe et la conférence de Genève 2* ». John Kerry devait adhérer à cette thèse ultérieurement, ajoutant que toute résolution des Nations unies sur les armes chimiques ne comportera pas de sanctions contre la Syrie, après le rejet par Lavrov du projet français.

De son côté, dans [l'interview qu'il a accordé à la chaîne de télévision *Russia 24*](#), le président syrien, Bachar al-Assad, a indiqué que la Syrie considère que l'initiative russe est bâtie sur des engagements aussi bien de la part de son pays que des États-Unis. Il a estimé que la mise en œuvre par Damas de l'accord sur le chimique doit s'accompagner de mesures simultanées prises par les USA pour abandonner leurs menaces d'agression et la fin de leur soutien terrorisme.

M. Poutine a développé les mêmes arguments dans [la tribune qu'il a publié dans le *New York Times*](#). S'adressant directement à l'opinion publique états-unienne et aux membres du Congrès, le président russe a déclaré que les rebelles armés soutenus par les États-Unis et l'Occident sont des organisations classées terroristes par Washington. Il s'agit de groupes de mercenaires terroristes multinationaux (venant de 83 pays, comme l'a dit le ministre syrien des Affaires étrangères Walid Moallem). M. Poutine a indiqué que parmi ces terroristes, figurent également des citoyens russes.

Résistance de la Syrie, émergence de la Russie

Le processus de contrôle des armes chimiques syriennes jouit de garanties russes, renforcées par un engagement ouvertement annoncé de soutenir la Syrie face à toute agression états-unienne. Un calendrier est actuellement en train d'être négocié pour mettre en œuvre l'équation suivante : la mise sous contrôle de l'arsenal chimique syrien en contrepartie de l'arrêt de l'agression contre la Syrie à tous les niveaux, à travers le mécanisme de l'arrêt de la violence qui s'inspire de l'accord de Genève 2. Cette situation permettra à l'armée arabe syrienne de renforcer son offensive pour anéantir les foyers terroristes et permettre à l'État d'étendre son autorité sur l'ensemble du territoire.

Ce nouvel épisode de la crise syrienne s'est donc soldé par l'émergence de la Russie en tant qu'acteur international incontournable, face à l'hégémonie unilatérale états-unienne.

C'est nouveaux rapports de force ont pu voir le jour grâce à la résistance de l'État syrien, de son armée et du peuple. Le fait que les États-Unis se sont vus obligés de participer directement aux opérations militaires est un signe de l'échec de leurs agents et sous-traitants locaux et régionaux de réaliser quoi que ce soit sur le terrain. De plus, l'abandon de l'option militaire par Washington est un signe de sa faillite en tant que puissance internationale hégémonique.

Dans le dernier bras de fer, l'axe de la résistance a réussi à renforcer sa présence au cœur même de la Syrie. Cela a été rendu possible par le courage des positions iraniennes et la solidité de celles de la Russie, laquelle aurait placé la Syrie sous la protection de son parapluie nucléaire, selon certaines informations. C'est cette complémentarité entre les acteurs de cet axe qui a brisé l'unilatéralisme américain.

Ce nouvel équilibre mondiale, marqué par le recul des États-Unis, ne fera qu'inquiéter Israël, qui voit ses efforts de détruire l'État syrien partir en fumée.

Déclarations et prises de positions

Bachar al-Assad, président de la République arabe syrienne

« Quand nous verrons que les États-Unis veulent effectivement la stabilité dans la région, cesseront de menacer et de chercher à attaquer, et de livrer des armes aux terroristes, alors nous considérerons que nous pouvons mener les processus jusqu'au bout et qu'ils seront acceptables pour la Syrie. Dans quelques jours, la Syrie enverra un message à l'Onu et à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, dans lequel figureront les documents techniques nécessaires pour signer l'accord. Après cela, les travaux pour signer la Convention d'interdiction des armes chimiques seront lancés. Puis la Syrie commencera à transmettre ses informations sur ses stocks d'armes chimiques. La Syrie a accepté de placer ses armes chimiques sous contrôle international à cause de la Russie. Les menaces des États-Unis n'ont pas influé sur notre décision. »

Michel Aoun, chef du Courant patriotique libre

« John Kerry a écarté toute nécessité de protéger les chrétiens d'Orient et l'ancien président de la République française Nicolas Sarkozy a affirmé que les chrétiens n'ont pas leur place dans la région. Nous appelons non pas à la protection des chrétiens, mais à la mise en œuvre de la Charte des droits de l'homme. Nous savons comment nous protéger au sein de nos sociétés, mais nous avons besoin d'être protégés des fanatiques qui perpètrent des massacres, comme à Maaloula. D'aucuns disent qu'aucun monastère n'a été incendié à Maaloula, mais quelle est donc l'origine des images qu'on a pu voir ? Il n'est pas possible de se taire devant ces atteintes, commencées en Palestine, et qui se prolongent en Irak et en Égypte. L'alternative qui se présente à nous est la suivante : soit nous appuyons le Front al-Nosra, soit nous nous solidarisons avec Maaloula. La différence est claire entre le paradis et l'enfer, et ceux qui choisissent l'enfer sont invités à y rester. Des Libanais n'ont pas pris part aux prières pour la paix en Syrie samedi dernier et ont préféré les soirées dansantes, bien qu'elles ne sont pas capables de bâtir les nations. »

Mohammad Raad, chef du bloc parlementaire du Hezbollah

« Le Courant du Futur et le 14-Mars cherchent à tromper l'opinion publique concernant la pratique présumée de l'autosécurité dans la banlieue sud. Ces tentatives s'inscrivent dans le cadre d'une

politique de provocation continue contre la résistance et ceux qui la soutiennent par des parties qui accueillent et aident des takfiristes terroristes qui menacent la sécurité des citoyens et leur vie en semant des voitures piégées dans les quartiers résidentiels et devant les mosquées ». Et le député de démentir toutes les informations relatives à l'auto-sécurité. Les habitants de la banlieue sud ont exhorté à plus d'une reprise les services de l'État à assumer leurs responsabilités et à assurer la protection des citoyens. Mais leur appel qui n'a pas été entendu jusqu'à présent. »

Samir Geagea, chef des Forces libanaises

« Tout ce qui se passe actuellement, tant en ce qui concerne la frappe militaire projetée que la proposition de livrer et détruire l'arsenal chimique syrien, reflète une conviction américano-russe dont il ressort que le temps est venu de clore la crise syrienne, sur base d'une équation élémentaire prévoyant le départ de Bachar el-Assad et de son clan. Parallèlement, une faction du régime et l'opposition véritable, à l'exclusion des intrus tels que le Front al-Nosra, participeraient à la conférence de Genève 2 afin de négocier, sous l'égide internationale, une feuille de route qui serait appliquée grâce à un parrainage international. »

Événements

- Trois roquettes tirées à partir du territoire syrien se sont abattues samedi dans plusieurs régions frontalières de la Békaa-nord, rapporte l'Agence nationale d'information (ANI, officielle). Les roquettes ont fait deux blessés et provoqué un incendie dans des forêts proches de la région de Laboué, selon l'Agence.

- Le quotidien *Al-Akhar* estime que la bataille autour de la présidence de la République a commencé pour le 14-Mars. Le coup d'envoi en a été donné par Samir Geagea, qui a établi le profil du nouveau président, taillé sur mesure pour convenir à un candidat qui appartient au même camp politique que le chef des Forces libanaises.

- Le groupe d'opposition syrienne État islamique en Irak et au

Levant, branche irako-syrienne d'Al-Qaïda, a annoncé le début des hostilités contre son ex-allié, l'Armée syrienne libre (ASL). C'est la première confrontation ouverte au sein de la rébellion syrienne. Selon une déclaration du groupe mise en ligne sur un site extrémiste, l'État islamique en Irak et au Levant projette une « *opération punitive* » contre l'Armée syrienne libre dans la banlieue est d'Alep rapporte le quotidien *Al-Watan Al-Arabi*. « *Cette campagne baptisée Lutte contre le mal visera les agents du régime syrien ainsi que les membres de l'Armée syrienne libre qui perpètrent des attaques contre les militants de l'État islamique* », lit-on dans la déclaration. De nombreuses actions de protestation ont par ailleurs été organisées par la population civile dans la région d'Alep, sur les territoires contrôlés par les rebelles.

- La Russie, dont les navires de guerre ont maintenu une présence dans l'est de la Méditerranée depuis le début de la crise syrienne, a dépêché ces derniers jours plusieurs autres navires dans la zone. Trois navires de guerre russes — le navire de guerre électronique *SSV-201 Priazovié* et les grands navires de débarquement *Minsk* et *Novotcherkassk* — avaient déjà franchi le Bosphore le 5 septembre à destination de cette zone de la Méditerranée. Une source militaire russe avait souligné la semaine dernière que le renforcement de ce dispositif permettrait à la Russie d'être « *capable de réagir* » selon l'évolution de la situation en Syrie, alors que la perspective de frappes états-uniennes suscite la vive opposition de Moscou.

- Un dignitaire musulman mauritanien, Abdallah Ben Baya, vice-président de l'Union mondiale des Oulémas, basée à Doha et dirigée par le très controversé prédicateur sunnite Youssef al-Qaradaoui, a annoncé samedi sa démission. « *La voie des réformes et de la réconciliation nécessite un discours* », qui est désormais « *incompatible avec ma position au sein de l'Union* », écrit cheikh Ben Baya dans sa lettre de démission. Cheikh Ben Baya, qui a adressé cette lettre au secrétaire général de l'Union, Ali Mohieddine Qarahdaghi, n'a pas été plus explicite sur les raisons de sa démission. Celle-ci est intervenue alors que cheikh Qaradaoui mène une âpre campagne en faveur du rétablissement en Égypte du président Mohamed Morsi, membre des Frères

musulmans destitué le 3 juillet par l'armée. Cheikh Ben Baya, 77 ans, qui avait été ministre en Mauritanie, est installé actuellement en Arabie saoudite où il enseigne à l'Université roi Abdel Aziz à Jeddah (ouest). Cheikh Qaradaoui avait obtenu la nationalité qatarie après avoir été déchu de sa nationalité égyptienne par le président Gamal Abdel Nasser pour son appartenance aux Frères musulmans. Il s'est illustré, lors de ses apparitions répétées sur la chaîne satellitaire *Al-Jazeera*, par ses discours à très fortes connotations confessionnelles.

Revue de presse

As-Safir (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Mohammad Ballout, Paris (13 septembre 2013)

Selon des sources françaises, le président, français François Hollande, aurait fait savoir au président Michel Sleiman lors de leur entretien en marge des Jeux de la Francophonie à Nice que Paris œuvre à tenir le Liban à l'écart des développements qui pourraient survenir dans la région, et qui seraient, le cas échéant, liés à la crise syrienne et au dossier des armes chimiques. Selon les mêmes sources, Hollande aurait adressé à son homologue libanais un message d'assurance, en annonçant sans ambages que les frappes militaires contre le régime de Bachar al-Assad, dans l'hypothèse où elles se produiraient, n'atteindraient pas le Liban et ne viseraient pas le Hezbollah. À en croire les mêmes sources, Hollande qui avait condamné les actes terroristes au Liban dernièrement, a fait part au président libanais du souci de son pays quant à la préservation de la stabilité du Liban, en mettant l'accent sur la *Déclaration de Baabda*, et sur l'attachement à la politique de distanciation. Sleiman aurait à son tour salué le rôle de la France ainsi que les efforts fournis par Paris à cet égard. Le message français d'assurance cherchait à porter le Hezbollah à rassurer à son tour la France, laissant savoir que le parti ne sera pas concerné par la riposte à d'éventuelles frappes contre le régime syrien et que les intérêts de la France au Liban ainsi que le contingent français opérant au sein de la Finul au sud du Litani ne sont pas en danger.

Cependant, à en croire les rapports parvenus aux sphères françaises à Paris, aucun message, que ce soit positif ou négatif, n'aurait été transmis par le Hezbollah à la France concernant ce sujet.

As-Safir (13 septembre 2013)

Le Palais de Baabda, qui s'est muré dans un silence face à la lettre ouverte adressée par l'ancien Premier ministre, M Fouad Siniora au président Barack Obama plaidant pour une intervention militaire en Syrie, a décidé de répondre indirectement aux déclarations faites par le chef des Marada, le député Sleiman Frangié, lors d'un entretien télévisé voici deux jours, en annonçant que la *Déclaration de Baabda*, qui met l'accent sur la mise du Liban à l'écart des conflits régionaux et internationaux, ne comporte aucun article relatif à la Résistance et à ses armes. Frangié avait considéré que le principal point figurant dans la *Déclaration de Baabda* consistait à placer les armes de la Résistance sous l'autorité de l'État.

Des sources informées constatent que ce communiqué serait également une riposte avec effet rétroactif aux propos tenus par le chef du Bloc parlementaire du Hezbollah, Mohammad Raad, qui avait déclaré voici un mois la *Déclaration de Baabda* mort-née. Les sources estiment que ce communiqué présidentiel vise surtout à rappeler à toutes les parties concernées par le dialogue national la valeur politique et diplomatique de cette déclaration, à la veille notamment de la participation du président Sleiman à la session de l'Assemblée générale des Nations unies à New York le 23 courant ainsi qu'à la réunion du Groupe international pour le Liban qui se tiendra à l'initiative de la France, durant laquelle un point politique sera discuté concernant surtout le soutien de la stabilité du Liban, rapportent les sources. Par ailleurs, une source politique considère que la confusion suscitée par la *Déclaration de Baabda*, au vu des différentes interprétations dont elle fait l'objet, fait qu'il est nécessaire que cette question soit discutée autour de la table du dialogue.

As-Safir (12 septembre 2013)

Daoud Rammal

Des sources diplomatiques affirment que la guerre US contre la Syrie a commencé et s'est achevée à la seconde du lancement des

deux missiles balistiques, qui ont fait l'objet d'informations contradictoires : démenti israélien, assurance russe puis publication d'un communiqué israélien précisant que les missiles ont été tirés dans le cadre d'une manœuvre israélo-américaine commune, sont tombés dans la mer, et n'ont aucun rapport avec la crise syrienne. Les mêmes sources indiquent que les deux missiles ont été tirés d'une base états-unienne relevant de l'Otan, située en Espagne, et ont été immédiatement détectés par les radars russes. Les défenses russes ont été activées face aux missiles, alors l'un d'eux a été autodétruit et la trajectoire du second a été déviée afin qu'il tombe dans la mer. La source poursuit que le communiqué publié par le ministère russe de la Défense s'est contenté d'indiquer que les radars ont détecté deux missiles tirés vers l'est de la Méditerranée, évitant sciemment de préciser l'endroit d'où ils sont partis et le fait qu'ils avaient été détruits. Car dès le lancement des projectiles, le commandement des services de renseignement russes est entré en contact avec le renseignement US pour les prévenir que le bombardement de Damas signifierait le bombardement de Moscou. Pour éviter aux États-Uniens un plus grand embarras, les Israéliens ont accepté d'endosser la responsabilité du tir après avoir dit qu'ils n'y étaient pour rien. En fait, c'est Washington qui a demandé à Tel-Aviv d'assumer la paternité de cette affaire pour préserver la face devant la communauté internationale, surtout que les deux missiles balistiques devaient donner le coup d'envoi de la frappe contre la Syrie.

As-Safir (12 septembre 2013)

Des source au sein du Courant du futur affirment qu'il existe des divergences au sein du bloc parlementaire du Futur sur l'approche à privilégier vis-à-vis de l'initiative du président du Parlement, Nabih Berry, qui consiste à relancer le dialogue pour une période de cinq jours pour débattre de la nature et de la forme du prochain gouvernement. Certains députés du bloc y voient une base acceptable de dialogue, d'autres y sont opposés en estimant qu'elle porte atteinte aux prérogatives de l'exécutif.

As-Safir (9 septembre 2013)

Le projet de nouveau gouvernement a volé en éclats. Seul le chef des services de renseignement saoudien, le prince Bandar Ben

Sultan, en est responsable. Selon des sources bien informées, Tammam Salam aurait mis la dernière main à la mouture gouvernementale et aurait sollicité une rencontre avec le président de la République Sleiman afin de lui soumettre sa formule gouvernementale jeudi. Cependant, un développement serait survenu en l'espace de 72 heures, faisant tomber à l'eau le projet d'annoncer la formation d'un gouvernement de 24 ministres. Selon ces sources, Bandar aurait demandé de geler le processus de formation, considérant que dans l'éventualité d'une frappe contre la Syrie il serait possible de recourir à d'autres options, parmi lesquelles figurerait la désignation de Saad Hariri, et ce sans aucun engagement en faveur de la participation du Hezbollah au futur Cabinet. Toujours selon les mêmes sources, le président de la République aurait été informé par cette décision saoudienne via des canaux indirects. Et la visite de Tammam Salam au Palais de Baabda aurait été l'occasion de tourner la page du dossier gouvernemental.

An-Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

(13 septembre 2013)

Il n'existe aucun lien entre la publication du communiqué du Palais présidentiel au sujet de la *Déclaration de Baabda* et les efforts visant à former un gouvernement. La Présidence de la République a attribué cette mesure à une tentative de dissiper la confusion suscitée dernièrement autour de la séance de dialogue national qui a débouché sur l'adoption de ladite déclaration. Des milieux politiques informés considèrent, de leur côté, que le communiqué présidentiel aurait voulu faire entendre aux forces du 8-Mars qu'il y aurait possibilité de parvenir à un compromis qui consisterait à maintenir le respect de l'engagement à la *Déclaration de Baabda* et à relancer parallèlement le dialogue sur la stratégie de défense.

Al-Akhbar (Quotidien libanais proche de la Résistance)

Nader Heter, Jordanie (13 septembre 2013)

La bataille visant à libérer Maaloula des mercenaires barbares soulève la question de savoir où se situent les chrétiens d'Orient aujourd'hui par rapport à ce combat existentiel ? Au Liban, la destruction du bloc chrétien a commencé pendant le mandat de la France, « *notre tendre mère* ». En encourageant une économie de type *comprador*, commerciale et financière, agissant comme un

intermédiaire régional pour le capitalisme mondial et se montrant hostile à l'édification d'un État national qui œuvre pour le développement, l'économie agricole et artisanale au Mont-Liban a volé en éclats, et les zones rurales ont commencé à se vider de leurs habitants (...) Le général Michel Aoun fut un moment d'espoir pour la chrétienté au Liban et en Orient, mais ce moment s'est dissipé et il continuera à se dissiper davantage tant que les aounistes n'auront pas compris que le salut des chrétiens libanais ne se fera pas dans le cadre du Liban mais uniquement dans un cadre à l'échelle du Levant (...) La Syrie subit aujourd'hui une attaque ottomane, wahhabite et barbare, menaçant la chrétienté syrienne. Cette attaque peut anéantir l'ensemble de la chrétienté levantine. Pour l'ensemble de ces raisons, tout chrétien qui ne combat pas pour défendre Damas serait en train de trahir la patrie, l'arabité et Jésus-Christ.

Al-Akhbar (13 septembre 2013)

Ibrahim Al-Amine

La Russie et l'Iran compensent le démantèlement des armes chimiques syriennes en fournissant à Damas des armes stratégiques, et affirment aux États-Unis que « *la Syrie est pour ce qu'est Israël et le pétrole pour vous* ». Un message a été transmis par le Guide suprême de la révolution iranienne, l'ayatollah Ali Khameneï, au Sultan d'Oman Kabous Ben Saïd dont la teneur est la suivante : « *Celui qui veut détruire la Syrie devrait s'attendre à perdre le pétrole et le gaz dans cette région* ». Un deuxième message aurait été remis par le président russe Vladimir Poutine à son homologue Barack Obama : « *Pour nous, aujourd'hui, la Syrie est exactement ce que représente Israël pour vous* ». Selon certaines informations, la Russie « *ne laissera pas la Syrie sans armes stratégiques face à ses ennemis* ». Les mêmes informations font état d'une « *décision russo-iranienne* » de renforcer les moyens militaires du régime syrien. Sur un autre plan, le secrétaire général des Nations unies surveille l'équipe d'inspecteurs internationaux qui se sont rendus en Syrie pour mener l'enquête sur le massacre à la Ghouta. Il redouterait en effet « *des pressions exercées sur certains membres de cette équipe par les va-t-en-guerre à l'exemple de la France, d'Israël, de l'Arabie saoudite et de*

la Turquie ». Dans ce contexte, des informations font état d'« *efforts franco-saoudo-israéliens* » déployés pour faire en sorte que le rapport des inspecteurs renferme des indications sur le type d'armes utilisées, afin de pouvoir en conclure que seul un État est en mesure de détenir de telles armes, l'objectif étant de donner l'impression que ce rapport rend le régime syrien responsable de l'utilisation des armes chimiques.

Al-Riyadh (Quotidien saoudien, 11 septembre 2013)

Des sources responsables de la coalition du 8-Mars ont indiqué que les derniers développements relatifs à la crise syrienne ont montré la solidité de l'axe de la Résistance, et désormais, personne ne peut plus réclamer que le Hezbollah soit exclu du nouveau gouvernement libanais. « *La formule armée-peuple-résistance sort consolidée après ce qui s'est passé en Syrie* », ont ajouté ces sources.

Des milieux proches du 14-Mars estiment pour leur part que les derniers développements concernant la Syrie « *constituent un véritable revers pour le camp soutenant l'opposition syrienne.* » « *Il s'agit d'un accord russo-américain conclu derrière le dos de tout le monde en marge du sommet du G20 à Saint-Petersbourg et ses répercussions seront inévitables sur le Liban* », poursuivent les mêmes avant de conclure : « *Il n'y aura pas de retour en arrière dans l'attitude vis-à-vis du régime syrien, même s'il ne disposera plus d'armes chimiques. Il est responsable de tout ce qui se passe en Syrie depuis deux ans et demi. Le 14-Mars continuera à adopter la même stratégie sur le dossier syrien et insistera de plus en plus sur la nécessité de faire preuve de distanciation à l'égard de la crise syrienne. Il tentera aussi de promouvoir un gouvernement disposant d'un minimum d'entente. La composition du cabinet apparaîtra dans les jours à venir* ».

AFP (Agence de presse française, 10 septembre 2013)

Le Belge Pierre Piccinin, enlevé en Syrie et libéré dimanche avec le journaliste italien Domenico Quirico, a affirmé lundi que le gaz sarin n'avait pas été utilisé par le régime de Bachar Al-Assad, une déclaration accueillie avec prudence par le chef de la diplomatie belge Didier Reynders. « *C'est un devoir moral de le dire. Ce n'est pas le gouvernement de Bachar Al-Assad qui a utilisé le gaz sarin*

ou autre gaz de combat dans la banlieue de Damas. Nous en sommes certains suite à une conversation que nous avons surprise », a dit sur la télévision belge RTL-TVI M. Piccinin, un enseignant enlevé en Syrie en avril.

Également interrogé sur la chaîne publique RTBF, M. Piccinin a réitéré cette affirmation mais sans donner de détails sur les circonstances ou les auteurs de cette conversation qu'il dit avoir surprise.

Il a affirmé qu'il était « *trop tard* » pour une intervention en Syrie. « *Qui soutenir maintenant ? J'ai longtemps plaidé pour qu'on soutienne l'Armée syrienne libre, c'étaient des officiers sérieux qui désertaient l'armée du régime pour encadrer la révolution, et lui donner un élan démocratique et laïque. On n'a pas soutenu ces gens ; on a laissé des myriades de mouvements islamistes soutenus par des monarchies du Golfe prendre le dessus. On a laissé cette armée libre à l'abandon et, dans la déliquescence, elle a formé une série de groupes de bandits. Qui va-t-on soutenir maintenant ? C'est trop tard* », a-t-il dit sur la RTBF.

Al-Hayat (Quotidien à capitaux saoudiens, 11 septembre 2013)

Randa Takeddine, Paris

Bachar al-Assad a bien de la chance d'avoir des alliés —la Russie et l'Iran— et des ennemis —l'opinion publique dans les pays démocratiques et le président états-unien— comme les siens. La proposition russe de placer sous contrôle international les armes chimiques syriennes a sauvé le président Obama de ses hésitations. Il ne fait aucun doute que dès le début, Obama ne souhaitait pas se laisser entraîner vers une intervention militaire en Syrie. Quant aux rebelles syriens sur le terrain, ils sont délaissés par une opinion publique occidentale qui n'a d'yeux que pour le danger des jihadistes et des fondamentalistes islamistes, et qui s'accommode d'un régime répressif qui tue son peuple à coups de missiles Scud et d'avions de guerre. Cette opinion publique ne se sent pas concernée, contrairement à ses dirigeants comme François Hollande et Laurent Fabius. Hollande et Fabius ont fait preuve de sentiments humains, remarquables et courageux, face à une opinion publique hostile à la frappe militaire. Malheureusement, l'opinion publique française fait l'amalgame entre la politique

intérieure et les prises de position de Hollande en matière de politique étrangère. Elle ne s'est donc pas ralliée au choix de son président pour des raisons purement internes. Toutefois, le faible score du Président dans les sondages d'opinion ne l'a pas empêché de prendre une décision courageuse face aux agissements du régime en Syrie. Il s'est comporté avec lucidité, responsabilité et détermination. Quant à la droite française, elle a affiché des prises de position décevantes, à l'exception d'Alain Juppé.

Kommersant (Quotidien russe, 12 septembre 2013)

Une source russe a indiqué que la Russie allait proposer à l'Iran de lui fournir de nouveaux systèmes de missiles perfectionnés S-300 modifiés, à condition que Téhéran retire sa plainte contre l'entreprise publique chargée des exportations d'armements, Rosoboronexport, pour la rupture du précédent contrat russo-iranien. Conclu en 2007, ce contrat de livraison à l'Iran de missiles S-300, des systèmes capables d'intercepter en vol des avions ou des missiles, d'un montant de 800 millions de dollars, a été annulé en 2010 par la Russie en application d'une résolution de l'Onu sur de nouvelles sanctions infligées à Téhéran en raison de son programme nucléaire controversé. D'autre part, Moscou est prêt à signer avec Téhéran un accord pour construire un second réacteur dans la centrale de Bouchehr, selon la source proche du Kremlin.

Washington Post (Quotidien états-unien, 12 septembre 2013)

Les États-Unis ont commencé à fournir des armes et des équipements techniques aux rebelles syriens. Selon des sources US et syriennes, la CIA a commencé à livrer des cargaisons d'aide matérielle létale ces quinze derniers jours.

Le département d'État a envoyé des véhicules et autres matériels y compris des équipements de communication sophistiqués et des kits médicaux de combat.

Les cargaisons d'armes qui se limitent à des armes légères et des munitions, arrivent à un moment crucial dans la confrontation sanglante entre les rebelles et le gouvernement de Damas. Des responsables états-unienne expliquent que le but de l'assistance matérielle est notamment d'aider à renforcer la cohésion entre les groupes armés de l'opposition.

Foreign Policy (Magazine états-unien, 11 septembre 2013)

Fouad Siniora, ancien Premier ministre du Liban

Alors que les États-Unis se demandent s'ils doivent intervenir en Syrie, l'on ne peut s'empêcher de regarder en arrière et de constater comment un despote brutal a réussi à faire d'une révolution pacifique une des guerres civiles les plus atroces de cette génération. Les atrocités commises par le régime et ses milices ont poussé le peuple syrien à prendre les armes. Si les États-Unis et la communauté internationale échouent à trouver une solution au conflit, particulièrement à la dernière attaque chimique, ils enverront un message aux tyrans à travers le monde. La stratégie actuelle a mené à des résultats contraires aux intérêts de l'Occident. Le régime syrien est toujours en place, l'opposition s'est radicalisée et a permis une plus importante intervention iranienne dans la région. La Russie, l'Iran et le Hezbollah n'ont pas hésité à renforcer la machine de mort d'Assad. Ils lui ont fourni une aide financière, des armes lourdes et des combattants afin de lui permettre de mieux tuer son peuple. Pour toutes ces raisons, Monsieur le président, intervenez en Syrie !

Foreign Policy (9 septembre 2013)

Mathiew M. Aid

Un document de la CIA récemment découvert révèle qu'Israël a mis aussi en place son propre arsenal d'armes chimiques.

Des responsables du renseignement à Washington estiment que l'État hébreu a secrètement fabriqué et stocké des armes chimiques et biologiques depuis des décennies pour compléter son arsenal nucléaire présumé.

Peu d'informations ou de preuves tangibles circulent toutefois sur un éventuel programme chimique israélien. Les informations les plus fiables sur un tel programme apparaissent dans un rapport secret de la CIA en 1983. Des satellites espions américains ont repéré en 1982 « *une usine de production de gaz chimique et une unité de stockage dans le désert du Néguev* », selon le document de la CIA. « *D'autres unités de production d'armes chimiques auraient aussi été mises en place dans le cadre d'une industrie chimique bien développée* ». Il n'est pas sûr si Israël dispose encore à ce jour d'armes chimiques.

En 1992, le gouvernement israélien a signé mais n'a jamais ratifié la Convention sur les armes chimiques, qui interdit de telles armes. Le rapport de la CIA, déclassé en 2009, traite d'informations sur l'utilisation par l'Union soviétique d'armes chimiques et biologiques en Afghanistan et dans le sud-est asiatique. Des sections entières sur le Proche-Orient ont été censurées par des responsables gouvernementaux.

Pierre Khalaf

Source
New Orient News (Liban)

Source : « La Syrie n'est pas seule sur le champ de bataille », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 16 septembre 2013, www.voltairenet.org/article180258.html